



**PRÉFET  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 27/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**PAPETERIES PALM**

**AV DE MONSEIGNEUR ROMERO  
37160 Descartes**

Références : 2025/583 VAT20250371  
Code AIOT : 0010000663

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2025 dans l'établissement PAPETERIES PALM implanté AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite associée au contrôle inopiné par le laboratoire INOVALYS de la concentration en légionelles dans l'eau des quatre circuits reliés aux TARs.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PAPETERIES PALM
- AV DE MONSEIGNEUR ROMERO 37160 Descartes
- Code AIOT : 0010000663

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PAPETERIES PALM sur la commune de Descartes exploite une unité de fabrication de papier.

#### Thèmes de l'inspection :

- Légionelles/ prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Formation au risque légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
4	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
5	Point de prélèvement de l'eau de rejet	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	2 mois
7	Entretien préventif de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Bilan annuel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V	/	Demande de justificatif à l'exploitant	7 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Analyse méthodique	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	méthodique des risques	14/12/2013, article 26.I.1		
6	Point de prélèvement de l'eau de circuit	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Formation au risque légionelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 21/06/2022</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;</li> <li>- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;</li> <li>- les dispositions du présent arrêté.</li> </ul> <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à</p>

<p>la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;</li> <li>- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;</li> <li>- les attestations de formation de ces personnes.</li> </ul> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Au 21/06/2022</u> : Le plan de formation est incomplet.</p> <p><u>Au 09/07/2025</u> : Formation réalisée en novembre 2020 pour 6 personnes de la société PAPETERIES PALM. Les attestations présentées mentionnent notamment le contenu de formation qui correspond à la prescription. L'attestation de l'Ingénieur Process n'a pas pu être présentée. Formation réalisée le 07/02/2020 pour les personnes du laboratoire d'analyses IANESCO en charge des prélèvements mensuels. L'attestation présentée ne mentionne pas le contenu de la formation.</p> <p>=&gt; L'attestation de formation d'une personne de la société PAPETERIES PALM (Ingénieur Process) susceptible d'intervenir au niveau de l'installation n'a pas pu être présentée. Les attestations et les éléments justifiant du contenu de la formation, qui devait être réalisée au plus tard le 07/02/2025 pour les intervenants de la société IANESCO, n'ont pas pu être présentés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Surveillance de l'installation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles</p>

Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.

Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*, ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse.

En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon est inhibée par un neutralisant présent dans le flacon d'échantillonnage en quantité suffisante.

#### **Constats :**

Au 21/06/2022 : Les modalités de prélèvement en vue de l'analyse des légionelles sur les TAR 1,2 et 3 ne permettent pas de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

Au 09/07/2025 : L'exploitant a indiqué avoir échangé avec la société KURITA en charge du traitement de l'eau mais n'a pas pu présenter les éléments permettant de justifier que les injections ponctuelles de biocide non oxydant, KURITA F5106 une fois par jour pour les TARs 1 et 2 et une fois tous les deux jours pour la TAR 3, ne faussent pas les résultats d'analyses.

**=> L'exploitant ne justifie pas que les injections ponctuelles de biocide non oxydant, KURITA F5106 une fois par jour pour les TARs 1 et 2 et une fois tous les deux jours pour la TAR 3, ne faussent pas les résultats d'analyses.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

#### **N° 3 : Analyse méthodique des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose

#### **Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

### **Prescription contrôlée :**

a) Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;
- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **Constats :**

Au 21/06/2022 : L'AMR n'intègre pas de schéma de principe des installations.

Au 09/07/2025 : Les schémas de principe des quatre circuits de refroidissement ont pu être

consultés, ils indiquent notamment l'emplacement des points d'injection des produits de traitement et des points de prélèvement de l'eau de circuit et de l'eau de rejet.

=> Pas d'écarts constatés.

Type de suites proposées : Sans suite

#### N° 4 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en oeuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en oeuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs.
- les modifications apportées aux installations.

Sont annexés au carnet de suivi :

- le plan des installations, comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement, avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;
- l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;
- les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque légionelles ;
- le plan de formation ;
- les rapports d'incident et de vérification ;
- les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées, tels que définis au point V du présent article, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;



- les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en Legionella pneumophila et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I-3 du présent article ;
- les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau telle que définie à l'article 60.

Le carnet de suivi est propriété de l'installation.

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une Vérification.

### Constats :

#### Au 21/06/2022 :

L'exploitant ne constitue pas un carnet de suivi autoportant contenant tous les éléments exigés.

Au 09/07/2025 : les éléments attendus du carnet de suivi sont enregistrés, pour chacun des 4 circuits, dans un dossier dédié sur le serveur de l'établissement.

Les volumes d'eaux consommés mensuellement et les quantités de produits de traitement consommées annuellement y sont notamment reportés pour chacun des quatre circuits.

Les volumes d'eaux rejetés sont reportés à fréquence annuelle alors que la prescription précise une fréquence mensuelle.

**=> Les volumes d'eau rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ne sont pas mentionnés dans le carnet de suivi.**

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

### N° 5 : Point de prélèvement de l'eau de rejet

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 33

**Thème(s) :** Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

#### **Prescription contrôlée :**

1. Sur la ou les canalisation(s) de rejet d'effluents de l'installation de refroidissement sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant...). Ils sont représentatifs du fonctionnement de l'installation et de la qualité de l'eau de l'installation qui est évacuée lors des purges de déconcentration.

Dans le cas d'un site comprenant plusieurs tours ou circuits de refroidissement, ce point de prélèvement peut se situer sur le collecteur de rejets commun de ces installations ;

1. Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène ;
2. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

#### **Constats :**

##### Au 21/06/2022 :

Le point de prélèvement pour le rejet de la TAR 4 n'est pas matérialisé/identifié sur site.

##### Au 09/07/2025 :

L'exploitant a indiqué avoir identifié le point de prélèvement de l'eau de rejet du circuit de la TAR4, néanmoins celui-ci s'est à nouveau détaché.

**=> Le point de prélèvement de l'eau de rejet du circuit de la TAR 4 n'est pas matérialisé/identifié sur site.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 6 : Point de prélèvement de l'eau de circuit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  b) Modalités de prélèvements en vue de l'analyse des légionelles Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet, sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le procédé à refroidir, ce point sera situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans le flux d'air. Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives. [...]
<b>Constats :</b>  Le point de prélèvement de chacun des 4 circuits est correctement identifié sur site.  <b>=&gt; Pas d'écarts constatés.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Entretien préventif de l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. [...]
<b>Constats :</b>  Les TARs étant en fonctionnement, l'état de surface des parties internes n'a pas pu être vérifié. L'exploitant pourrait utilement réaliser un reportage photographique avant/après les opérations de nettoyages annuelles de l'installation afin de pouvoir justifier de la conformité de ce point pour les parties internes.  Concernant les parties externes : <ul style="list-style-type: none"><li>- TAR1 : support du ventilateur fortement rouillé/dégradé.</li><li>- TAR2 : présence de quelques points de corrosion mineurs au bas des parties externes.</li><li>- TAR3 : bon état.</li><li>- TAR4 : partie haute de la structure métallique rouillée et fuite d'eau mineure par le bas d'une</li></ul>

<p>trappe (située sur la face opposée à l'emplacement du point de prélèvement de l'eau de circuit).</p> <p><b>=&gt; L'exploitant doit justifier du bon état de surface des parties internes des 4 TARs.</b>  <b>Les TARs 1, 2 et 4 présentent des dégradations sur leurs parties externes (corrosion, fuites).</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 8 : Bilan annuel

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.V</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelles - Prévention de la légionellose</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des analyses de suivi de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.</p> <p>Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en <i>Legionella pneumophila</i>, consécutifs ou non consécutifs ;</li> <li>- les actions correctives prises ou envisagées ;</li> <li>- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.</li> </ul> <p>Le bilan de l'année N-1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le bilan annuel de l'année 2024 a été transmis le 31/07/2025. Le délai de transmission n'a pas été respecté bien que cette action figure sur le tableau des actions à réaliser périodiquement.</p> <p>Ce point est maintenu dans l'attente de réception du bilan annuel 2025 dans le délai imparti (à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2026 et au plus tard le 31 mars 2026).</p> <p><b>=&gt;L'exploitant doit transmettre le bilan annuel dans le délai imparti.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de</p>

répondre au constat formulé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 mois